

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

**(CCAP N° DREALN\_SMI\_TOPO\_4)**

***L'Acheteur***

**Ministères Aménagement du Territoire et Transition Écologique**  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de  
Normandie

***Représentant de l'acheteur (RA)***

Madame La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du  
Logement de Normandie,  
Par arrêté préfectoral n°SGAR 25-007 du 24/01/2025, portant délégation de  
signature en matière de marchés publics et d'accord cadre

***Objet du marché***

**RN13 – Déviation Sud-Ouest d'Évreux**  
Prestations topographiques

***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : le 26/05/2025 à 12h00

Le présent CCAP comporte **19** pages

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

Pages

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	4
1-3. Intervenants.....	6
1-4. Point de départ du délai d'exécution.....	7
1-5. Passation des commandes.....	7
1-6. Décomposition en tranches et en lots.....	8
1-7. Obligations de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-8. Dispositions générales.....	8
1-9. Ordres de service.....	12
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>13</b>
3-1. Tranche (s) optionnelle (s).....	13
3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	13
3-3. Variation dans les prix.....	15
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	16
<b>ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>16</b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	16
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	16
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	17
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	18
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>18</b>

<b>5-1. Retenue de garantie.....</b>	<b>18</b>
<b>5-2. Avances.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>18</b>
<b>7-1. Conditions d'exécution.....</b>	<b>18</b>
<b>7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>21</b>
<b>8-1. Admission.....</b>	<b>21</b>
<b>8-2. Garantie des prestations.....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION.....</b>	<b>22</b>
<b>9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....</b>	<b>22</b>
<b>9-2. Résiliation.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>23</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans la suite du présent document le Représentant de l'Acheteur est désigné "RA"*

*Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

*Dans la suite du présent document, le terme de marché à bons de commandes désigne un accord cadre.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### **1-1. Objet du marché et Normes**

Le marché concerne la réalisation de prestations topographiques pour les travaux relevant du contrôle extérieur du maître d'ouvrage. Les travaux concernent les terrassements, assainissements, chaussées, ouvrages d'art et équipements dans le cadre de la réalisation de la déviation Sud-Ouest d'Évreux.

Des prestations de levé topographique sur l'ensemble des emprises du maître d'ouvrage pour la déviation Sud-Ouest d'Évreux pourront également être commandés.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : communes d'Évreux, d'Arnières-sur-Iton, Saint-Sébastien-de-Morsent, Parville, Angerville-la-Campagne et Guichainville (27).

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 1 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

### **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

#### **1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;

- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).

2. Le Chef du Service Mobilités et Infrastructures de la DREAL Normandie pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

**1-2.2. Formes des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (eux-ci) commence (nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur

### **1-3. Intervenants**

#### **1.3.1. Maîtrise d'ouvrage**

La fonction de maîtrise d'ouvrage est assurée par :

**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie**  
**Service Mobilités Infrastructures**

Cité Administrative Saint-Sever

38, cours Clemenceau

BP 86 002

76 032 ROUEN Cedex

#### **1.3.2. Conduite d'opération**

Le pilotage de tout ou partie des prestations réalisées dans le cadre du présent marché est assuré par la Direction Interdépartementale **des Routes (DIR) Nord-ouest** représentée par le Chef du Service

Ingénierie Routière de Rouen

Immeuble Abaquesne

97 Boulevard de l'Europe

CS 61 141

76 175 Rouen Cedex 1

#### **1.3.3. Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre des travaux de la déviation sud-ouest d'Evreux est assurée par :

**Direction Interdépartementale des Routes (DIR) Nord-ouest**

Ingénierie Routière de Rouen

Immeuble Abaquesne

97 Boulevard de l'Europe

CS 61 141

76 175 Rouen Cedex 1

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission comprenant :

- Les études d'avant-projet (AVP),
- Les études de projet (PRO),

- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT),
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET),
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (AOR),
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études des exécutions réalisées par les entrepreneurs (VISA) .

Dans l'ensemble des pièces du marché, le pilote des prestations du marché (quel qu'il soit) est désigné par « le maître d'œuvre ».

#### **1.3.4. Contrôle technique**

Sans objet.

#### **1.3.5. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)**

Le titulaire de la mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation sera désigné en cours de marché ; il est désigné dans les pièces du marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Pour chaque marché de travaux auquel se réfère la prestation commandée, la maîtrise d'ouvrage transmettra au titulaire les coordonnées du coordonnateur SPS en charge du suivi du marché de travaux.

#### **1.3.6. Ordonnancements, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)**

La mission d'ordonnement, de coordination et de pilotage du chantier est assurée par la DIRNO/SIR de Rouen dans le cadre de la maîtrise d'œuvre.

### **1-4. Point de départ du délai d'exécution**

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG, le bon de commande précise le point de départ du délai d'exécution. À défaut de précision, le délai mentionné dans le bon de commande commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour de réception du bon de commande par le titulaire. En cas d'envoi du bon de commande par échange dématérialisé, il est fait application des délais mentionnés à l'article 1-2.2 du présent CCAP.

### **1-5. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

le Représentant de l'Acheteur (RA) ou son représentant, mais également par le représentant de la Maîtrise d'œuvre

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 12 h, par courriel. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure par renvoi par courriel du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique au pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- Les éléments de reprise du devis élaboré en amont du bon de commande ;
- Le montant par référence de prix ;

- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le délai d'exécution ;
- La référence du marché ;
- Le nom du CSPS le cas échéant.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

## **1-6. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

## **1-7. Obligations de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-7.1. Obligations de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

### **1-7.2. Sites sensibles**

Sans objet.

### **1-7.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

## **1-8. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

### **1-8.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-8.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du..... ayant pour objet..... »*

*Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »*

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### **a/ Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### **b/ Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
  - ✕ les salariés détachés par ses soins,
  - ✕ les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ✕ ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

### **1-8.3. Assurances**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

### **1-8.5. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

### **1-8.6. Clauses sociales et environnementales**

#### **1-8.6.1. Clauses sociales**

Sans objet.

#### **1-8.6.2. Clauses environnementales**

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- dématérialisation de tous les livrables éligibles, utilisation autant que possible de la visioconférence pour les réunions (limitation des déplacements),
- utilisation de modes de déplacement peu émetteurs en polluants (pour les véhicules légers, il est demandé que celui-ci soit au minimum respectueux de la classe 2 de la vignette Crit'Air, à savoir des véhicules et utilitaires légers diesel mis en service à partir du 1er janvier 2011, et des véhicules et utilitaires légers essence mis en service à partir du 1er janvier 2006)

Il devra également respecter les spécifications techniques détaillées aux arrêtés présents en annexe du présent CCAP dont :

- Annexe 1 – Arrêté préfectoral n°DDTM/SEBF/2021-110
- Annexe 2 – Arrêté de dérogation à la destruction d'espèces protégées du 28/07/2014,
- Annexe 3 – Arrêté préfectoral n° DTARS–SE/27-11 du 16/01/2012,

## **1-9. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés, via la plate-forme de dématérialisation PLACE, par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé électroniquement par les représentants habilités des parties**).;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ; ainsi que les annexes suivantes
  - – *Annexe 1 – Arrêté n°DDTM/SEBF/2021-110 du 29/07/2021,*
  - *Annexe 2 – Arrêté de dérogation à la destruction d'espèces protégées du 28/07/2014,*
  - *Annexe 3 – Arrêté préfectoral n° DTARS–SE/27-11 du 16/01/2012.*
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- La Liste de prix

## **ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche (s) optionnelle (s)**

Sans objet.

## **3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes**

### **3-2.1. Contenu des prix**

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG-PI, les prix sont hors TVA et établis :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS),
- En tenant compte des sujétions liées à la protection de l'environnement,
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des travaux des rétablissements des communications, des ouvrages d'art, des terrassements, de l'assainissement, des chaussées, des équipements de sécurité, de la signalisation verticale, de la signalisation horizontale, etc. Le prestataire est réputé avoir pris connaissance de la géométrie des ouvrages à construire.
- En tenant compte des sujétions au niveau sécurité :
  - ✓ Des prestations sur des routes en circulation et de la circulation des engins de terrassement sur le chantier,
  - ✓ Des prestations de signalisation dans le cadre de contrôles topographiques sur des routes en circulation
  - ✓ Des prestations à proximité de voies ferrées,
  - ✓ Des prestations à proximité des cours d'eau,
  - ✓ Des prestations à grande hauteur,
  - ✓ Des prestations sur déblais de grande hauteur.
- En tenant compte des sujétions dues aux journées d'intempéries,
- En tenant compte des sujétions dues à l'urgence de certaines prestations,
- En tenant compte de toutes les sujétions nécessaires à l'achèvement complet des prestations même lorsqu'elles ne sont pas rémunérées par un prix particulier. Le présent dossier étant suffisamment précis pour apprécier la nature des prestations. Le prestataire suppléera par ses connaissances professionnelles les détails qui pourraient être omis dans le dossier. Il ne pourra donc prétendre à un quelconque manque de précision pour élever réclamation. Chaque prestation contient toutes les sujétions pour être réalisée indépendamment des autres.

**3-2.2.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

**3-2.3.** Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

#### **3-2-4.1. Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'État
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

#### **3-2-4.2. Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

#### **3-3.1.** Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

#### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé “mois zéro” ( $m_0$ ).

### **3-3.3. Choix de l’index de référence**

L’index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l’objet du marché est :

IGE : Indice des Géomètres Experts

Il est publié :

- Cet index est publié sur le site internet de l’INSEE.
- Au bulletin officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

### **3-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = 0,10 + 0,90 \times (I_n - 3 / I_0)$$

La révision des prix est effectuée tous les ans (soit à la date anniversaire de la notification), avec :

**$I_0$**  = Valeur de l’index de référence **I** prise au mois  $m_0$  d’établissement des prix ;

**$I_{n-3}$**  = Valeur de l’index de référence **I** prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 3 mois.

De ce fait, les prix de la Liste de Prix en vigueur à la date de remise des offres sont fermes pour une année.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l’acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l’exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d’application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l’Union européenne n’ayant pas d’établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l’acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n’est pas collectée par le titulaire (auto liquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union européenne devra désigner un représentant chargé d’acquitter la TVA dans les conditions de l’article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s’appliquent aussi au titulaire à l’égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l’acheteur. L’acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d’une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 50 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, la pénalité journalière est fixée à 500 €.

### **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard d'intervention**

En complément à l'article 14.1 du CCAG, en cas de retard d'intervention d'un personnel dûment prévenu conformément aux modalités décrites dans le CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 500,00 € HT par journée constatée.

#### **4-3.1. Pénalités pour non-remise de documents**

En complément à l'article 14.1 du CCAG, en cas de défaut de livraison des documents demandés dans le CCTP et dans les délais définis par celui-ci, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de 500,00 € HT.

#### **4-2.4. Pénalités pour indisponibilités**

En complément à l'article 14.1 du CCAG PI et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG, en cas d'indisponibilité d'un personnel dûment prévu et non remplacé par le titulaire conformément aux modalités décrites dans le CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 1000,00 € HT par journée constatée.

#### **4-3.2. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

Sans objet.

#### **4-3.3. Clauses sociales**

Sans objet.

#### **4-3.4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000,00 €.

#### **4-3.5. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000,00 €

#### **4-3.6. Interventions urgentes**

Les interventions seront effectuées sur simple appel téléphonique ou courriel par la maîtrise d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre désignées à l'article 1-3 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmées par bon (s) de commande.

Les interventions peuvent être demandées sous un délai de 24 heures.

#### **4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

#### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

## **5-2. Avances**

Sans objet.

## **ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **7-1. Conditions d'exécution**

#### **7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations**

Les prestations sont décrites dans l'article 6 du CCAP.

#### **7-1.2. Dispositif de sécurité**

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

#### **7-1.3. Installation des chantiers du titulaire**

Sans objet.

#### **7-1.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique**

La signalisation des sites d'intervention dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par le titulaire.

Le personnel travaillant sur les parties de chantier sous circulation devra être doté d'un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la norme EN 471, de classe 3 ou 2. En aucun cas, leurs véhicules ou leurs matériels ne devront gêner la circulation. Si l'opérateur doit stationner sur l'accotement, la signalisation comprendra :

- Une signalisation d'approche limitée à la pose du panneau AK 5 ou AK 14,
- Une signalisation de position longitudinale et frontale constituée de piquet K 5b double face et de panneaux K 2 début et fin de chantier.

En cas de léger débordement sur la chaussée, la signalisation comprendra :

- Une signalisation d'approche composée du panneau AK 5 ou AK 14, du panneau de danger AK 3 de rétrécissement de chaussée et des panneaux de prescriptions B 3 (interdiction de doubler) et B 14 (limitation de vitesse),
- Une signalisation de position longitudinale et frontale constituées de panneaux K 8 et K 12 fin de chantier et de piquets K 5 b à double face ou K 5 a.

### **7-1.5. Maintien des communications**

Sans objet.

### **7-1.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage,
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis,
- Les équipements de manutention,
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages,
- Les protections,
- Les meubles vestiaires,
- Les matériels de télécommunication,
- Les tenues de travail,
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...).

## **7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

### **A – Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

### **B – Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger (s) grave (s) et imminent (s), constaté (s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

## **C – Moyens donnés au coordonnateur SPS**

### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

### **2. Obligations du titulaire**

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS),
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé,
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats,
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS,
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 1-3 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet,
- De son/ses intervention (s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

## **D – Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

## **ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Admission**

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, l'admission des prestations est prononcée dans les conditions suivantes :

- Pour chaque bon de commande, à l'issue des opérations de vérification énoncées à l'article 6-1. ci-dessus, le Maître d'Œuvre et le titulaire établiront un constat contradictoire valant admission provisoire,
- À la fin de chaque année du délai d'exécution du marché, la personne publique prononcera l'admission définitive intégrant l'ensemble des constats contradictoires établis au cours de cette même année,
- À l'issue du délai total d'exécution du marché, la personne publique prononcera l'achèvement de la mission en intégrant l'ensemble des réceptions définitives établies à l'issue de chaque année du délai d'exécution.

### **8-1.1. Remise des documents**

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

### **8-1.2. Délais d'admission des prestations**

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

### **8-1.3. Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **8-1.4. Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **8-1.5. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **8-2. Garantie des prestations**

### **8-2.1. Garantie des prestations**

Aucune stipulation particulière.

### **8-2.2. Garantie particulière**

Le maître d'ouvrage remettra au titulaire les arrêtés préfectoraux l'autorisant à pénétrer dans les propriétés privées pour l'exécution des prestations en cause.

Les opérations du géomètre doivent être faites, autant que possible, de manière à ne causer aucun dommage aux propriétés. Toutefois, à la demande du géomètre, lorsqu'il a été reconnu contradictoirement l'impossibilité d'éviter de tels dommages, et à condition que ceux-ci aient été autorisés préalablement par le représentant de la Personne Publique, ils peuvent être pris en charge par la Personne Publique.

Dans cette hypothèse, le géomètre est tenu à chaque fois et sans délai, de fournir une description précise avec si possible l'évaluation des dégâts causés ainsi que « état civil » des personnes lésées, afin de permettre à la Personne Publique de rechercher l'accord amiable.

Tous dégâts causés, autres que ceux prévus au présent article et récapitulés sur les décisions de réception, seront la responsabilité du géomètre qui devra en assurer l'indemnisation complète.

## **ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION**

### **9-1. Arrêt de l'exécution des prestations**

Sans objet.

### **9-2. Résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

L'article 1-3 du CCAP	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
L'article 1-7.3 du CCAP	déroge à l'article	9.2 du CCAG
L'article 4 du CCAP	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
L'article 4-2 du CCAP	déroge à l'article	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG
L'article 4-2.4 du CCAP	déroge à l'article	3.4.3 du CCAG
L'article 8-1.3 du CCAP	déroge à l'article	29.3 du CCAG
L'article 8-1.4 du CCAP	déroge à l'article	3ème alinéa du 29.2.1 du CCAG
L'article 9-2 du CCAP	déroge à l'article	39.2 du CCAG